REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU
MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE**
SECTEUR PRIVE

ARRETE INTERMINISTERIEL N°17903/2016

Portant creation du conseil national du cacao

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION,

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET,

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION,

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE,

LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Loi n°97-024 du 14 Aout 1997 portant régime national de la normalisation et de la certification des produits, biens et services ;
- Vu la Loi n°2005-020 du 17 octobre 2005 sur la concurrence ;
- Vu l'Ordonnance n°88-015 du 01 septembre 1988 relative à la politique d'exportation ;
- Vu le décret n°88-070 du 02 mars 1988 portant réglementation de la commercialisation et du régime des produits agricoles à Madagascar et son annexe ;
- Vu le Décret n° n°2006-681 du 12 septembre 2006 portant réglementation du contrôle du conditionnement ;
- Vu le Décret n°2008-771 du 28 juillet 2008 fixant les conditions d'application de la loi n°2005-020 sur la concurrence ;

- Vu le Décret n°2016-250 du 10 avril 2016 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2016-265 du 15 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret n°2014-296 du 13 mai 2014 fixant les attributions du Ministre du Commerce et de la Consommation ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;

ARRETENT :

TITRE 1 :

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.- DE LA CREATION

Afin de mettre en œuvre toutes mesures visant à accroître la productivité et la compétitivité nationale dans la filière cacao, il est créé le Conseil National du Cacao qui a pour siège à Ambanja.

Le Conseil National du Cacao est une association d'utilité publique indépendante regroupant les acteurs œuvrant pour la promotion de la filière cacao à Madagascar.

Article 2.- DES MISSIONS

Dans le cadre de ses actions, le Conseil National du Cacao a pour missions de :

- Œuvrer pour la pérennisation et le développement durable de la filière cacao ;
- Assurer la mise en œuvre et de veiller au respect des principes et règles régissant les activités de la filière, de la production, transformation (préparation) et à la commercialisation des produits du cacao ;
- Superviser et de veiller à une synergie des initiatives et projets en faveur de la filière cacao ;
- Promouvoir la qualité du cacao de Madagascar sur le marché national et international ;
- Assister le Gouvernement dans les négociations des accords internationaux ou régionaux portant sur la commercialisation du cacao et d'en assurer la mise en œuvre ;
- Promouvoir les démarches qualités et environnementales auprès des acteurs de la filière ;
- Faciliter la résolution extrajudiciaire des conflits entre les acteurs de la filière ou entre ceux-ci et les prestataires de services annexes ;
- Favoriser l'exportation.

Article 3.- DES ATTRIBUTIONS

Le Conseil National du Cacao est chargé :

- D'effectuer le suivi sur terrain relatif à l'application des bonnes pratiques et des normes conventionnelles dans la production, collecte, transformation et conditionnement de cacao ;
- De promouvoir la norme qualité et poids auprès des acteurs de la filière ;
- De procéder à la sensibilisation et à la formation continue des acteurs de la filière ;
- De proposer l'agrément des membres exportateurs de cacao au Ministre en charge du Commerce ;
- D'établir une base de donnée à jour des éléments nécessaires à la filière ;
- De produire et diffuser les statistiques sur le plan national et international ;

- De publier les normes, lois et règlements applicables à la filière ;
- De travailler de concert avec l'Administration et les organisations professionnelles pour l'amélioration de la filière ;
- De proposer annuellement à l'Administration en charge du commerce l'orientation générale quant à la gestion de la filière compte tenu des informations cacaotières tant sur le plan national qu'international ;
- De se servir d'un centre de négociation entre les différents acteurs de la filière ;
- D'assurer le dialogue public privé en tant qu'interlocuteur de l'Etat en matière de cacao

Article 4. DE LA COMPOSITION

Le Conseil National du Cacao est composé de membres permanents et membres associés de par leurs compétences composé de :

- Un représentant du Ministre en charge du Commerce ;
- Un représentant du Ministre en charge de l'agriculture ;
- Un représentant du Ministre de l'industrie ;
- Un représentant du Ministre en charge de la décentralisation ;
- Un représentant du Ministre des Finances et du Budget ;
- Un représentant du Ministre en charge de la Sécurité publique ;
- Deux représentants des producteurs ;
- Deux représentants des transformateurs ;
- Deux représentants des exportateurs ;
- Une ou plusieurs personnes désignées comme membre associé en raison de ses compétences particulières dans la filière cacao avec voix facultative.

Le collège des représentants des producteurs, transformateurs et exportateurs doit être issu des groupements constitués.

Le président est élu à la majorité simple par et parmi les membres.

Un vice Président issu du secteur auquel le Président n'est pas membre est désigné par les membres du Conseil.

Article 5. DE LA NOMINATION DES MEMBRES

Les membres représentants du secteur public sont nommés par décision du Ministre du Commerce et de la Consommation sur proposition de leurs départements ministériels respectifs.

Les représentants du secteur privé ainsi constitués sont choisis par les membres des conseils d'Administration de chaque organisme officiel opérant dans le secteur du cacao.

TITRE 2 :

DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Article 6.- DES ORGANES

Le conseil est doté de :

- Un organe délibérant qui est le Conseil d'Administration composé d'un Président, d'un vice Président et des membres du Conseil.
- Un organe exécutif dirigé par le secrétaire exécutif et du bureau exécutif

Article 7. DE L'ORGANE DELIBERANT

Le Conseil d'Administration est constitué par tous les membres du Conseil. Il est dirigé par le Président élu par et parmi les membres du Conseil.

La moitié des membres est nécessaire pour que le Conseil puisse délibérer valablement. A défaut de ce quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans les trente (30) jours au plus tard pour statuer sur le même ordre du jour, et peut délibérer valablement à la majorité simple des membres présents.

Un membre ne peut être titulaire de plus de deux(2) mandats.

Article 8. DE L'ORGANE EXECUTIF

L'organe exécutif est constitué par un Secrétariat Exécutif nommé par les membres en raison de ses compétences et expériences dans la filière de cacao. Il est assisté par des adjoints spécialement recrutés sur la base d'une compétence particulière.

Le Secrétaire Exécutif dirige le bureau exécutif conformément au pouvoir que lui confère le Conseil et en assure le bon fonctionnement. A ce titre, il assure l'exécution des décisions de l'organe délibérant et met en œuvre le plan du travail annuel approuvé par lui.

Il est tenu à la présentation du rapport d'activité et le compte financier annuel à l'organe délibérant qui en délivre quitus.

Sur ordre du Président, le secrétaire exécutif convoque les membres à la réunion et assure le secrétariat de l'organe délibérant dans ses fonctions. Il ne dispose pas de voix à la délibération.

TITRE 3 :

DES RESSOURCES DU CONSEIL

Article 9. DES RESSOURCES FINANCIERES

Les ressources financières du Conseil proviennent notamment :

- Des subventions qui pourraient lui être accordées ;
- Des activités de levée de fonds ;
- Des dons et legs ;
- Des cotisations et participations diverses

Article 10. DES RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES

Le conseil est doté des moyens matériels et humains adéquats pour le bon déroulement de ses activités. A ce titre, le Secrétaire exécutif recrute le personnel nécessaire à son fonctionnement. L'administration peut mettre à la disposition du conseil des personnels techniques nécessaires à la

réalisation de ses missions.

TITRE 4 :

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11. DES REGLEMENTS

Le Conseil adopte au plus tard dans les trois mois qui suivent sa création ses statuts et règlements intérieurs.

Article 12. DES REPRESENTANTS LOCAUX

Les membres permanents peuvent déplacer le siège ou établir un comité local sur tout le territoire national afin d'élargir le domaine de l'activité cacaotière. A ce titre, celui-ci agit sous le contrôle du secrétariat exécutif et en fait le compte rendu.

Antananarivo, le 22 Septembre 2016

*Le Ministre du Commerce et de la
Consommation*

TAZAFY Armand

Le Ministre des Finances et du Budget

RAKOTOARIMANANA François Marie Gervais

Le Ministre de l'Interieur et de la Décentralisation

MAHAFALY Solonandrasana Olivier

Le Ministre de l'Agriculture

RAKOTOVAO Rivo

Le Ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé

NOURDINE Chabani

Le Ministre de la Sécurité Publique

ANANDRA Norbert